

## **Conclusions du Bureau national extraordinaire de l'UNSA du jeudi 17 avril 2008**

Cher(e) camarade, Cher(e) ami(e),

Le Bureau national extraordinaire de l'UNSA s'est réuni ce jour pour débattre de deux points :

- l'analyse de la position « dite commune » sur la représentativité (CGT/CFDT/MEDEF) - la stratégie de l'UNSA dans ce contexte.

Nos débats furent riches et dynamiques. Les très nombreuses interventions des fédérations, des unions régionales ont permis de faire émerger une position commune, tant sur l'analyse du texte, que sur la stratégie de l'UNSA, que les valeurs qui doivent en être le socle.

Les membres du Bureau national de l'UNSA considèrent très largement que la position « commune » CGT/CFDT/MEDEF sur la représentativité est un simulacre de démocratie qui n'a d'autre objectif que de recomposer le paysage syndical autour de la CGT et de la CFDT, en empêchant l'émergence des nouveaux syndicats dans un premier temps, et, dans un deuxième temps, d'éliminer des petites organisations aujourd'hui représentatives.

Le Bureau national de l'UNSA en conclut donc la nécessité de répondre positivement à la question d'engager un processus de discussions avec la CGC, en vue d'aboutir à la création d'une nouvelle organisation. Évidemment, cette nouvelle démarche de négociations avec la CGC se fera sur la base de valeurs essentielles (valeurs laïques, valeurs d'autonomie, républicaines, européennes, démocratiques, valeurs de tolérance...).

Le Bureau national de l'UNSA a voté très majoritairement le texte suivant :

« Le Bureau national extraordinaire de l'UNSA, réuni le 17 avril 2008 à Bagnolet, donne mandat au Secrétariat national d'engager un processus de rapprochement avec la CFE-CGC, qui devra être fondée sur les valeurs et les principes que nous avons toujours défendus. En dernier ressort, il appartiendra au Congrès national de l'UNSA de décider des conclusions du processus ».

La position du Bureau national de l'UNSA est en cohérence avec ce qu'a toujours été la démarche de rassemblement de l'UNSA, incarnée en 1993 par le regroupement des organisations autonomes (FEN, FGAF, FGSOA, FMC, FAT), et en 1998 par l'accueil des militants réformistes de FO.

À chaque étape de la construction de l'UNSA, nous avons choisi la clarté, la transparence, la démocratie et la mise en avant de nos valeurs.

Notre décision de ce jour continue dans la même démarche. En tout état de cause, elle marque très clairement notre volonté d'aller vers l'idéal de la réunification des forces syndicales dans une grande organisation réformiste.

Enfin, nous venons d'apprendre que le Comité exécutif de la CGC, réuni ce jour sur les mêmes questions que notre Bureau national, s'est prononcé contre la position CFDT/CGT/MEDEF sur la représentativité (refusant donc de la signer) et pour le processus de discussion avec l'UNSA. Nous nous félicitons de ces décisions qui ouvrent la voie aux forces réformistes sociales de ce pays qui ne se retrouvent pas dans la position commune CGT/CFDT/MEDEF et qui veulent une vraie démocratie sociale.

Dans l'immédiat, toute notre énergie doit se concentrer sur le développement de l'UNSA, le montage des listes prud'homales. Quoi qu'il arrive, cet objectif est essentiel pour l'UNSA et, en tout état de cause, il reste notre priorité absolue.

Alain OLIVE  
Secrétaire Général